



**INF'eau**  
Piscine et Spa

Septembre 2014

## Sommaire

### INF'EAU DU MOIS

Ce qui doit changer dans vos contrats

### INF'EAU ADHÉRENTS

La FPP et le salon de Lyon

**Numéro spécial  
sur la loi Hamon!**

Retrouvez toutes les  
informations sur notre  
site internet ou  
en cliquant  
en **www.propiscines.fr**

## Agenda septembre

### les commissions :

**25**  
septembre Commission HSE

**30**  
septembre Commission Abris

### les réunions de normalisation :

**2**  
septembre Réunion normalisation française  
piscine privée familiale

**9-12**  
septembre Réunion normalisation européenne  
piscine privée familiale

**17**  
septembre Réunion normalisation française  
piscine collective

## Le chiffre du mois



C'est le nombre de  
jours correspondant  
au nouveau délai de  
rétractation dans le  
cadre de la loi Hamon.

Retrouvez-nous sur [www.propiscines.fr](http://www.propiscines.fr)



### TOUS LES PROFESSIONNELS SONT DIRECTEMENT CONCERNÉS

### PERSONNE NE L'IGNORE, LES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 17 MARS 2014, DITE LOI HAMON, ONT SENSIBLEMENT MODIFIÉ LE DROIT DE LA CONSOMMATION.

En pratique une mise en harmonie de vos contrats avec certaines nouvelles dispositions du Code de la consommation est indispensable.

Le présent article a pour but d'identifier les principaux sujets susceptibles d'impacter la rédaction de l'offre préalable et du contrat de vente. En cas de difficulté n'hésitez pas à interroger Jean Michel Susini au 01 53 04 90 51.

#### CE QUI DOIT CHANGER DANS VOS CONTRATS !!!

I - Les modifications concernant le droit de rétractation du consommateur

II - Sur la nécessité d'indiquer un délai d'exécution ou de livraison

III - A propos des notions d'arrhes et d'acompte

IV - Démarchage téléphonique

V – Assurance professionnelle

VI – A propos des notions de garantie légale et de garantie contractuelle

#### **I. LES MODIFICATIONS CONCERNANT LE DROIT DE RÉTRACTATION DU CONSOMMATEUR**

L'article L 121- 21 du Code de la consommation dispose « Le consommateur dispose d'un délai de **quatorze jours** pour exercer son droit de rétractation d'un contrat conclu à distance, à la suite d'un **démarchage téléphonique** ou **hors établissement**, sans avoir à motiver sa décision ni à supporter d'autres coûts que ceux prévus aux articles L. 121-21-3 à L. 121-21-5. Toute clause par laquelle le consommateur abandonne son droit de rétractation est nulle.. »

##### **• Champs d'application**

**Le contrat à distance** est défini comme "tout contrat conclu entre un professionnel et un consommateur, dans le cadre d'un système organisé de vente ou de prestation de service à distance, sans la présence physique simultanée du professionnel et du consommateur, par le recours exclusif à une ou plusieurs techniques de communication à distance jusqu'à la conclusion du contrat" . Le professionnel devra avoir mis en œuvre un système organisé, ce qui exclut, contrairement au droit actuel, les opérations de vente à distance ponctuelles.

**Le contrat hors établissement** est défini comme "tout contrat conclu entre un professionnel et un consommateur, dans un lieu qui n'est pas celui où le professionnel exerce son activité en permanence ou de manière habituelle, en la présence physique simultanée des parties, y compris à la suite d'une sollicitation ou d'une offre faite par le consommateur". Cela vise les contrats conclus suite à un démarchage au domicile du consommateur ou sur son lieu de travail ainsi que dans des lieux tels que les "espaces accessibles au public, tels que les rues, les galeries commerçantes, les plages, les installations sportives et les transports publics, que le professionnel utilise à titre exceptionnel pour ses activités commerciales, ainsi que les domiciles privés ou les lieux de travail," (considérant 22 de la directive précitée). A noter que les contrats conclus dans les foires et salons sont considérés comme étant conclus dans des établissements commerciaux, le projet prévoyant une mesure d'information spécifique sur l'inexistence du droit de rétractation (voir ci-dessous les contrats conclus dans les foires et salons). Le considérant 22 de la directive précitée laisse cependant planer un doute : "Il convient de considérer comme établissement commercial tout établissement, de quelque type que ce soit (qu'il s'agisse par exemple d'un magasin, d'un étal ou d'un camion), servant de siège d'activité permanent ou habituel au professionnel. Les étals dans les marchés et les stands dans les foires devraient être considérés comme des établissements commerciaux s'ils satisfont à cette condition". Sont également considérés comme des contrats conclus hors établissement, ceux qui sont conclus "dans le lieu où le professionnel exerce son activité en permanence ou de manière habituelle ou au moyen d'une technique de communication à distance, immédiatement après que le consommateur a été sollicité personnellement et individuellement dans un lieu différent de celui où le professionnel exerce en permanence ou de manière habituelle son activité et où les parties étaient, physiquement et simultanément, présentes". Cela vise, par exemple, la sollicitation commerciale dans la rue avec signature du contrat dans les locaux du professionnel.

Les contrats conclus pendant « une excursion organisée par le professionnel ayant pour but ou pour effet de promouvoir et de vendre des biens ou des services au consommateur » (appelés voyages publicitaires) relèvent également de ces dispositions.

#### • Dispositions communes vente à distance/hors établissements

1. **Obligations d'information précontractuelle** : renforcement desdites obligations (sur le droit de rétractation : conditions, délai et modalités d'exercice, formulaire type de rétractation, coût de renvoi du bien autrement que par voie postale...); charge de la preuve du respect des obligations incombant au professionnel.
2. **Droit de rétractation** : Délai de **14** jours (calendaires) à compter de la conclusion du contrat pour les prestations de services, à compter de la réception du bien par le Consommateur, pour la vente de biens ou la prestation de service incluant la livraison de biens.
3. **Modalités d'exercice** : information par le consommateur de sa décision de rétractation (formulaire ou autre déclaration), dans le délai. Retour des biens au plus tard dans les **14** jours suivant sa décision de se rétracter (coût à sa charge sauf exceptions). Obligation pour le professionnel de rembourser la totalité des sommes versées, dans les **14** jours à compter de la date à laquelle il est informé de la décision du consommateur ou de la date de récupération des biens ou de la réception d'une preuve de leur expédition.

#### 4. Quelques exceptions à l'exercice du droit de rétractation :

- La fourniture de biens confectionnés selon les spécifications du consommateur ou nettement personnalisés;
- La fourniture de biens qui, après avoir été livrés et de par leur nature, sont mélangés de manière indissociable avec d'autres articles ;
- Les travaux d'entretien ou de réparation à réaliser en urgence au domicile du consommateur et expressément sollicités par lui, dans la limite des pièces de rechange et travaux strictement nécessaires pour répondre à l'urgence;
- La fourniture de services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation;
- La fourniture de biens susceptibles de se détériorer ou de se périmer rapidement.

#### • Dispositions spéciales aux contrats conclus à distance :

- Fourniture ou mise à disposition, par tout moyen adapté à la technique de communication à distance, des obligations d'informations précontractuelles.
- Obligation de confirmation des informations précontractuelles, sur support durable et, le cas échéant, le formulaire type de rétractation.
- Obligation d'information spécifique pour les contrats conclus par voie électronique (dont processus de commandes, moyens de paiement acceptés, éventuelles restrictions de livraison), acceptation expresse par le consommateur de son obligation de paiement).
- Responsabilité de plein droit du professionnel de la bonne exécution des obligations du contrat (y inclus en cas de recours à d'autres prestataires).

#### • Dispositions spéciales aux contrats conclus hors établissement :

Le professionnel fournit au consommateur un exemplaire du contrat conclu hors établissement, signé par les parties, confirmant leur engagement exprès. Ce contrat comprend, à peine de nullité, toutes les informations relatives aux conditions d'exercice de son droit de rétractation. Ces informations sont rédigées de manière lisible et compréhensible. Le contrat est accompagné du formulaire type de rétractation.

Le professionnel ne peut recevoir **aucun paiement** ou aucune contrepartie, sous quelque forme que ce soit, de la part du consommateur avant l'expiration d'un délai de **7 jours** à compter de la conclusion du contrat hors établissement.

Cette règle du différé d'encaissement ne s'applique pas dans certains cas, dont notamment :

- En cas de vente à distance, le paiement peut être intégral dès la commande.
- Les contrats conclus au cours de réunions organisées par le vendeur à son domicile ou au domicile d'un consommateur ayant préalablement et expressément accepté que cette opération se déroule à son domicile.
- Les contrats ayant pour objet des travaux d'entretien ou de réparation à réaliser en urgence au domicile du consommateur et expressément sollicités par lui, dans la limite des pièces de rechange et travaux strictement nécessaires pour répondre à l'urgence.



### • Exception des contrats conclus dans les foires et salons

Dans ce cas, pas de délai de rétractation mais en contrepartie est créée une obligation d'information précontractuelle sur l'absence d'un délai de rétractation.

En pratique le vendeur devra donc mentionner l'absence de délai de rétractation sous forme d'encadré apparent dans les offres de contrats.

Le consommateur devra avoir expressément connaissance de cette information. Elle ne devra pas être noyée au milieu des conditions générales.

Il y a aussi une obligation de mention dans les contrats assortis d'une offre de crédit affecté, dans un encadré apparent, de l'existence d'un droit de rétractation pour le crédit affecté servant à financer l'achat, et des conséquences de l'exercice dudit droit sur le contrat principal.

## II. SUR LA NÉCESSITÉ D'INDIQUER UN DÉLAI D'EXÉCUTION OU DE LIVRAISON (L. 111-I (3°) CODE CONSOMMATION)

Avant que le consommateur ne soit lié par un contrat de vente ou de services et à défaut d'exécution immédiate, le professionnel communique, de manière lisible et compréhensible, la date ou le délai auquel il s'engage à livrer le bien ou à exécuter le service.

Le professionnel doit respecter la date ou le délai indiqué.

Attention, en cas de **défaut d'indication précise**, le professionnel doit livrer le bien ou exécuter le service sans retard injustifié et au plus tard dans les **30 jours** après conclusion du contrat.

En cas de non-respect de l'une ou l'autre disposition, le **consommateur peut résoudre le contrat par LRAR** (ou par écrit sur un autre support durable) :

- **Immédiatement** si le délai de livraison est une condition **essentielle** du contrat (connue par le vendeur, c'est-à-dire résultant des circonstances qui entourent la conclusion de ce contrat ou d'une demande expresse du consommateur avant la conclusion du contrat.

- **Après échec d'une mise en demeure** fixant un délai supplémentaire raisonnable, dans les autres cas.

Le contrat est résolu à réception de la lettre par le professionnel, à moins que celui-ci ne se soit exécuté entre-temps.

**Remboursement** de la totalité des sommes versées au plus tard dans les 14 jours qui suivent la résolution du contrat. Majoration de plein droit de 10% si le remboursement intervient dans les 30 jours, 20% s'il intervient dans les 60 jours et 50% ultérieurement.

## III. A PROPOS DES NOTIONS D'ARRHES ET D'ACOMPTE (L. 131-I CODE CONSOMMATION)

**Attention**, sauf stipulation particulière, pour tout contrat de vente ou de prestation de services conclu entre un professionnel et un consommateur, les sommes versées d'avance sont réputées être des arrhes, au sens de l'article 1590 du code civil. Dans ce cas, chacun des contractants peut revenir sur son engagement, le consommateur en perdant les arrhes, le professionnel en les restituant au double.

L'acquéreur perdant la faculté de se désengager contre l'abandon de ses arrhes, dès lors que la somme versée au moment de la conclusion du contrat est clairement qualifiée d'**«acompte»**. Dans cette hypothèse, le client souhaitant annuler sa commande devrait, en principe, payer la totalité du prix du marché. Attention cependant, l'entreprise sera, quant à elle, dans l'obligation d'exécuter le marché, sans possibilité de se désengager unilatéralement.

Par ailleurs, toute somme versée d'avance sur le prix, quels que soient la nature de ce versement et le nom qui est donné dans l'acte, est productive d'intérêts au taux légal, qui commencent à courir à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du versement pour se terminer :

- A la date de la livraison pour une fourniture de bien mobilier
- A la date d'achèvement de la prestation pour une prestation de service

Ces intérêts sont déduits du solde à verser au moment de la réalisation (ordre public).

**Remarque** : Ces dispositions ne sont pas applicables aux commandes spéciales sur devis ni aux ventes de produits dont la fabrication est entreprise sur commande spéciale de l'acheteur.

#### IV. DÉMARCHAGE TÉLÉPHONIQUE (L. 121-20 CODE CONSOMMATION)

Obligation d'identification du professionnel qui contacte un consommateur par téléphone en vue de conclure ou modifier un contrat. Il est interdit d'utiliser un numéro masqué.

A la suite d'un démarchage par téléphone, le professionnel adresse au consommateur, sur papier ou sur support durable, une confirmation de l'offre contenant les informations précontractuelles (les conditions de rétractation devront y figurer).

Le consommateur n'est engagé par cette offre qu'après l'avoir signée et acceptée par écrit ou avoir donné son consentement par voie électronique.

#### V. ASSURANCE PROFESSIONNELLE (L. 243-2 CODE DES ASSURANCES)

Rien de bien nouveau, mais le texte apporte une précision supplémentaire en faisant obligation à toute personne dont la RC décennale peut être engagée de remettre à son client une attestation d'assurance comme preuve qu'elle est bien assurée.

#### VI. A PROPOS DES NOTIONS DE GARANTIE LÉGALE ET DE GARANTIE CONTRACTUELLE (L. 111-1 ET L. 211-15 CODE CONSOMMATION)

**Avant** que le consommateur ne soit lié par un contrat de vente de biens ou de fourniture de services, le professionnel communique au consommateur, de manière lisible et compréhensible l'existence et les modalités de mise en œuvre des garanties légales et contractuelles.

**La garantie contractuelle** s'entend de tout engagement contractuel d'un professionnel à l'égard du consommateur en vue du remboursement du prix d'achat, du remplacement ou de la réparation du bien, en sus de ses obligations légales visant à garantir la conformité du bien.

La garantie contractuelle fait l'objet d'un contrat écrit, dont un exemplaire est remis à l'acheteur et qui précise le contenu de la garantie, les modalités de sa mise en œuvre, son prix, sa durée, son étendue territoriale ainsi que le nom et l'adresse du garant.

En outre, il mentionne de façon claire et précise que, indépendamment de la garantie contractuelle, le vendeur reste tenu de la garantie légale de conformité et de la garantie des vices cachés.

Enfin, les articles L. 211-4, L. 211-5 et L. 211-12 du code de la consommation ainsi que l'article 1641 et le premier alinéa de l'article 1648 du code civil doivent être intégralement reproduits.

**Remarque :** Le **fabricant ou l'importateur** de biens meubles informe le vendeur professionnel de la période pendant laquelle ou de la date jusqu'à laquelle les pièces détachées indispensables à l'utilisation des biens sont disponibles sur le marché. Cette information est délivrée obligatoirement au consommateur par le vendeur de manière lisible avant la conclusion du contrat et confirmée par écrit lors de l'achat du bien.

Dès lors qu'il a indiqué la période ou la date mentionnées au premier alinéa, le fabricant ou l'importateur fournit obligatoirement, dans un délai de deux mois, aux vendeurs professionnels ou aux réparateurs, agréés ou non, qui le demandent les pièces détachées indispensables à l'utilisation des biens vendus.

**CONSCIENTE DES ENJEUX DE CETTE RÉFORME, LA COMMISSION «DROITS ET OBLIGATIONS», SPÉCIALISÉE DANS L'ÉLABORATION DES MODÈLES DE CONTRATS MIS À VOTRE DISPOSITION SUR LE SITE [WWW.PROPISCINES.FR](http://WWW.PROPISCINES.FR), TRAVAILLE ACTUELLEMENT À LA MISE À JOUR DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE AINSI QUE DU DEVIS QUE VOUS POURREZ BIENTÔT UTILISER.**

**Retrouvez-nous sur [www.propiscines.fr](http://www.propiscines.fr)**

## Inf'eau adhérents : La FPP et le Salon Piscine 2014

Tous les deux ans, se tient à Lyon le salon Piscine, le plus grand salon professionnel international dans les domaines des piscines et des spas.

La FPP est le partenaire du Salon Piscine depuis de nombreuses années. Le salon Piscine 2014 est l'occasion pour vous, adhérents de la FPP, de découvrir en avant-première toutes les nouveautés : la campagne de communication à venir, le nouveau livret argumentaire piscine adapté aux attentes des consommateurs, la qualification Socotec, etc.

### VOUS ÊTES ADHÉRENT B TO B ?

Être adhérent de la FPP, c'est tout d'abord la possibilité de bénéficier de conditions particulières sur la location de votre stand.

Être adhérent de la FPP c'est ensuite l'occasion de rencontrer nos experts et permanents de la FPP sur des questions tant juridiques que techniques directement sur notre stand. Vous pourrez échanger avec nos permanents ou simplement vous documenter sur le marché de la piscine ou les tendances actuelles.

### VOUS ÊTES ADHÉRENT B TO C ?

Le Salon Piscine 2014 est l'occasion de faire un point sur toutes les questions techniques et juridiques de votre métier. Nos permanents sont à votre disposition pour répondre à vos questions, vous renseigner voire pour vous apporter des solutions.

Enfin si vous souhaitez devenir **Propiscines®**, la FPP vous propose quatre dates de formations : une pour chaque jour du salon soit le mardi 18, le mercredi 19, le jeudi 20 et le vendredi 21 novembre. N'hésitez pas vous inscrire dès aujourd'hui en nous envoyant un mail [ICI](mailto:ICI) ou à [contact@propiscines.fr](mailto:contact@propiscines.fr).

### VOUS ÊTES NOUVEL ADHÉRENT ?

Être adhérent de la FPP, c'est avoir accès à de nombreux services tels que des formations, des conseils d'un juriste ou d'un ingénieur qualité.

Être adhérent de la FPP c'est également avoir accès à une base de données unique avec plus d'une centaine de documents.

Être adhérent à la FPP, c'est enfin avoir la possibilité de devenir Propiscines et de valoriser votre entreprise.

Pour en savoir plus, venez assister à notre réunion dédiée aux nouveaux adhérents à Lyon le lundi 17 novembre 2014. Pour plus d'informations, merci de nous envoyer un mail [ICI](mailto:ICI) ou à [contact@propiscines.fr](mailto:contact@propiscines.fr)

*Ils nous ont rejoints (juillet-août)...*



**TENDANCE PISCINE (09)**  
**COMPOSITE POOL (31)**  
**CORELEC (31)**  
**OCTAVIA SAS (31)**  
**ALLADIN CONCEPT (84)**

### Contactez-nous :

Si vous avez des questions sur un des points traités dans cette newsletter, n'hésitez pas à nous contacter :

[contact@propiscines.fr](mailto:contact@propiscines.fr)



**Retrouvez-nous sur [www.propiscines.fr](http://www.propiscines.fr)**